

Fukushima un an après : une catastrophe nucléaire majeure au Japon

samedi 10 mars 2012, par [Sortir du nucléaire](#) (Date de rédaction antérieure : 8 mars 2012).

À l'approche du premier anniversaire de la catastrophe de Fukushima, nos pensées vont aux victimes actuelles et futures de la contamination, qui subissent à la fois les ravages de la radioactivité et la chape de plomb de la censure.

Une contamination durable et une population dangereusement exposée

Dans la préfecture de Fukushima, les populations restent exposées à des doses extrêmement élevées de radiation. Les enfants ne sont plus autorisés à jouer dehors. Depuis avril dernier, le gouvernement a relevé le seuil maximum d'exposition à 20 mSv (millisieverts) par an pour tous, adultes et enfants, un seuil qui ne devrait normalement concerner que les travailleurs du nucléaire. Face aux protestations, il a été fixé comme objectif de « viser », un maximum de 1 mSv par an, mais les mesures de décontamination mises en œuvre pour l'atteindre sont dérisoires. On se contente de retirer la terre des cours de récréation, mais un fort taux de radioactivité persiste malgré ces travaux, les réacteurs continuant à disperser leurs poisons dans l'environnement. Pour protéger les populations, la seule solution serait de pouvoir évacuer de larges zones, mais le gouvernement s'y refuse. Rappelons qu'à Tchernobyl, tout territoire présentant une contamination supérieure à 5 mSv/an avait été évacué.

Des campagnes de mesures montrent que plusieurs enfants et femmes enceintes auront absorbé plus de 20 mSv/an cette année. Par ailleurs, on ne se soucie pas de la contamination interne par ingestion de particules radioactives. Les seuils ont ainsi été relevés à 500 Becquerels/kg pour les aliments, ce qui, de l'avis des experts qui ont travaillé au Bélarus suite à la catastrophe de Tchernobyl, est beaucoup trop élevé pour des enfants. On autorise la culture du riz dans des zones contaminées au Césium 137. Enfin, un nouveau risque s'ajoute avec l'accumulation dans tout le pays de gravats et débris radioactifs. Malheureusement, la durée de vie des radioéléments concernés (comme le césium, qui mettra plus de 30 ans à perdre la moitié de sa radioactivité), prédit une contamination durable.

La catastrophe de Fukushima représente une crise très grave pour de nombreuses familles japonaises. Les mères, qui ne savent plus quels aliments donner à leurs enfants et ne peuvent plus les laisser jouer dehors, sont dans un grand désarroi. Certaines se sont résolues à partir vivre avec eux dans des régions moins contaminées, laissant derrière elles dans bien des cas leurs maris, qui ne peuvent se résoudre à une telle remise en question.

Face à ce désarroi, les autorités sont dans le déni le plus cynique, perpétuant le mythe de la radiophobie qui avait déjà été abondamment débité à Tchernobyl. Shunichi Yamashita, le responsable de l'étude sanitaire qui doit concerner tous les habitants de la préfecture de Fukushima,

a ainsi déclaré publiquement que les effets des radiations ne touchaient pas les personnes gaies et heureuses, mais uniquement les faibles d'esprit.

Situation inquiétante à Fukushima et sortie accélérée du nucléaire

Malgré la proclamation officielle de l' « arrêt à froid » des réacteurs, la situation n'est toujours pas stabilisée à Fukushima. Dernièrement, la température est remontée de manière inquiétante dans le réacteur n°2, et les réacteurs éventrés continuent de recracher en permanence des radioéléments dans l'environnement. Selon plusieurs scientifiques, le réacteur n°1 aurait rejeté à lui tout seul 40 millions de milliards de Becquerels de Césium 137 depuis le début de la catastrophe. Par ailleurs, le Japon vit toujours sous la menace imminente d'un nouveau tsunami ou tremblement de terre, qui aboutirait à une dispersion plus grave encore de la contamination.

De nombreux réacteurs avaient été mis à l'arrêt lors du séisme ; les uns après les autres, ceux restant sont arrêtés pour maintenance. Les autorités locales et les citoyens, qui ont pris au sérieux la menace nucléaire, refusent qu'ils soient redémarrés. Le gouvernement a certes décidé d'allonger de 20 nouvelles années le fonctionnement des centrales, mais cette décision, de fait, ne sera peut-être pas suivie d'effets. En effet, le Japon, qui tirait 28 % de son électricité de l'atome, pourrait bien connaître une sortie du nucléaire accélérée en l'espace d'un an : début mars, il ne reste plus que deux réacteurs japonais en activité sur 54 !

Cette réduction spectaculaire de la part du nucléaire a été réalisée en partie grâce à une augmentation des importations de gaz, mais surtout par la mise en œuvre généralisée de mesures d'économie d'énergie souvent très simples. Les Japonais apprennent à se passer de la climatisation, optant pour des tenues plus légères. Une partie des équipements électriques (escalators, portes automatiques) sont à l'arrêt. Une réduction importante - et semble-t-il pérenne - de la pointe de consommation électrique a ainsi été effectuée. Ces mesures sont bien acceptées par la population, qui préfère une légère diminution de son confort à la poursuite de la menace nucléaire.

La société civile japonaise réagit

Les mensonges de Tepco et la censure des médias, qui relaient peu les positions des antinucléaires, se poursuivent. Mais la majorité des Japonais ne fait plus confiance au gouvernement, ni aux firmes électriques, et souhaite la sortie du nucléaire.

La société civile japonaise réagit face au déni. Dans les zones contaminées, les citoyens se mettent à mesurer eux-mêmes la radioactivité. Un réseau a été mis en place pour protéger et éventuellement évacuer les enfants de Fukushima.

En septembre, 60 000 personnes ont manifesté à Tokyo. Mi-janvier, à Yokohama, une grande conférence pour un monde sans nucléaire a rassemblé près de 10 000 participants du Japon et du monde entier. A l'automne, des femmes ont initié un sit-in devant le siège du Ministère de l'industrie. Depuis décembre, elles se relaient en permanence pour y rester jusqu'au 11 septembre 2012.

Des intellectuels se mobilisent, comme l'écrivain Kenzaburo Oé, le reporter Satochi Kamata et le musicien Ryuichi Sakamoto, qui ont initié la pétition « Action des 10 millions de citoyens pour dire adieu au nucléaire », dont le nombre de signataires dépasse maintenant les 3,9 millions.

Plus jamais ça !

Pour éviter que ne se reproduise la tragédie de Fukushima, mobilisons-nous et faisons-nous entendre. Il a fallu un des accidents les plus graves de l'histoire pour que le Japon ferme ses

réacteurs. Avec ses 58 réacteurs et ses nombreuses usines, la France est extrêmement exposée au risque. N'attendons pas qu'une catastrophe y survienne pour que soit enfin adoptée une décision politique de sortie du nucléaire !
